
Israël, futur gendarme nucléaire au Proche-Orient?

Bernard Ravenel

En ne signant pas le Traité de Non Prolifération Nucléaire (TNP) à l'issue de la Conférence qui s'est achevée à New York le 12 mai 1995 et qui était consacrée à la révision et à la prorogation du TNP, Israël, seul Etat non membre du TNP à avoir construit une force nucléaire dotée d'un nombre consistant de têtes — devenant de fait la sixième puissance nucléaire mondiale derrière les cinq membres du Conseil de Sécurité — pose le double problème de l'avenir de son rôle stratégique et de celui de la prolifération nucléaire dans la zone la plus sensible du monde. Des développements potentiellement critiques sont en effet possibles dans cette région, soit sous forme d'augmentation du potentiel nucléaire d'un Etat crypto-nucléaire ou Etat "de seuil" (Israël), soit par la constitution de nouveaux Etats nucléaires (Irak, Iran).

Pendant un temps, la question nucléaire au Moyen-Orient est restée précisément sous la forme d'une question: Israël possède-t-il "la bombe", c'est-à-dire un arsenal nucléaire?

En réalité, le secret qui a caractérisé la politique nucléaire de l'Etat hébreu ne l'est plus depuis déjà un certain temps¹. Appliquée par tous les pays qui se sont dotés d'armes atomiques — la construction de la première bombe (le projet Manhattan) fut entourée du secret le plus absolu, de même que la première explosion réalisée à Alamogordo le 16 juillet 1945 —, cette politique du secret a été systématiquement menée par l'Etat d'Israël pour affaiblir la pression internationale, y compris celle des Etats-Unis. En même temps, ou presque, les informations qui

Eté 1996

finissaient par filtrer sur la réalité de l'armement nucléaire israélien créaient et entretenaient un doute qui s'intégrait alors dans une savante politique de "dissuasion".

En fait, en refusant d'emblée, dès 1968, de signer l'accord du TNP² au motif qu'on ne peut se fier au système de contrôle international mis en place par l'AIEA (Agence Internationale de l'Energie Atomique), Israël manifestait son refus de se voir contrôler par celle-ci et, *ipso facto*, démontrait son intention de mener à bien sans entrave un projet nucléaire militaire qui ouvrirait la porte à la prolifération nucléaire régionale³.

En même temps, et c'est un élément stratégique majeur, Israël affirme sa détermination à empêcher la réalisation de tout programme nucléaire dans la région. C'est dans ce cadre que se situe le bombardement du réacteur nucléaire Osirak en Irak le 7 juin 1981. Pour la première fois dans l'histoire, un Etat a accompli un acte de guerre — selon la doctrine de la première frappe préventive qui peut détruire par surprise l'essentiel de l'arsenal stratégique nucléaire de l'adversaire — contre un autre Etat dans le cadre de la logique de la guerre nucléaire. Mais pour les experts israéliens cette action permet de gagner du temps, peut-être dix ans...

L'option nucléaire

Le choix de la dissuasion nucléaire par Israël ne peut se disjoindre de la pensée stratégique israélienne en matière de sécurité. Thème central puisqu'il est structurellement lié à la survie physique de l'Etat-nation, dans un contexte régional fortement hostile mais aussi à la protection de l'identité hébraïque elle-même dans une phase d'affirmation "nationaliste" après 2000 ans de diaspora...

Après la première guerre israélo-arabe (1948-1949), la politique militaire d'Israël à l'égard des Etats arabes voisins a visé à les dissuader et même à les terroriser grâce à la disposition d'une force armée conventionnelle la plus puissante de la région bientôt couplée avec un arsenal d'armes sophistiquées secrètes, en particulier nucléaires. Face à cette supériorité absolue, appuyée sur une alliance stratégique avec les Etats-Unis et couronnée par le monopole nucléaire dans la région, les Etats arabes seraient ainsi amenés, bon gré mal gré, à accepter le "fait israélien" ou, sinon, à connaître une défaite écrasante dans n'importe quel type de conflit.

En termes de doctrine d'emploi, les armes nucléaires seraient en toute probabilité, utilisées seulement en cas où tous les autres moyens — conventionnels — de dissuasion auraient échoué...

Cohérente, cette stratégie a été menée de telle manière qu'elle préserve le plus possible l'autonomie technologique — et donc politico-stratégique — à l'égard des Etats-Unis⁴, d'où le choix d'une collaboration privilégiée avec la France et surtout avec l'Afrique du Sud, gros producteur d'uranium et qui se trouvait dans une position analogue d'isolement et de survie plus ou moins menacée.

Jusqu'à la guerre du Kippour, la sécurité était conçue dans le cadre d'une politique défensive fondamentalement géostratégique permettant à la fois de justifier un certain expansionnisme présenté comme devant sauvegarder et assurer la survie du jeune Etat: les frontières géographiques devaient coïncider avec des frontières sûres.

Les changements du contexte et des conceptions stratégiques

Une série d'événements va bientôt modifier l'environnement stratégique d'Israël. En même temps Israël, sous domination du Likoud à partir de 1977, formule une nouvelle conception de sa sécurité, liée à sa vision biblique du Grand Israël à conquérir.

Tout d'abord, la guerre de 1973 met fin au mythe de l'invincibilité d'Israël face aux forces armées conventionnelles arabes. La stratégie de dissuasion a échoué. Ensuite sa guerre avec Liban en 1982 se termine par un nouvel échec politique: le Liban ne sera pas remodelé en fonction des nécessités stratégiques d'Israël. Enfin, et surtout l'Intifada a été, pour les stratèges israéliens, une surprise totale. Les Palestiniens devenaient à leur tour une menace stratégique face à laquelle les forces conventionnelles, et *a fortiori* les forces nucléaires, ne pouvaient répondre. Pour la pensée stratégique israélienne, la population palestinienne ne pouvait avoir une existence autonome et par conséquent devenir un acteur stratégique significatif à prendre en compte dans l'équation de sécurité israélienne.

D'autre part, sur le plan régional, la prolifération nucléaire se met en marche. L'Irak, l'Iran, peut-être d'autres, entendent au nom de la parité stratégique à réaliser avec "l'ennemi sioniste", se doter d'armes nouvelles conventionnelles, chimiques et nucléaires. Le projet irakien est désormais connu, après avoir été parfois surmédiatisé (on se souvient de l'affaire du supercanon). Le projet iranien, lui, l'est nettement moins. Le projet de bombe iranienne du Shah avait été interrompu en 1978 par Khomeiny pour qui "*l'atome vient de Satan*". Il a fallu attendre 1987 pour qu'on lève l'interdit sur "*l'atome satanique*" et pour que l'Iran se lance, aidé en cela par l'effondrement soviétique, dans la construction d'une capacité nucléaire. Comme l'a déclaré le vice-président iranien devant les opposants au processus de paix entamé alors à Madrid, "*si Israël continue de renforcer son potentiel nucléaire, les musulmans doivent s'unir afin de produire une bombe atomique, sans aucun lien avec les efforts de l'ONU pour empêcher la prolifération de l'arme nucléaire. On doit arriver à la parité nucléaire entre Israël et les musulmans*"⁵.

En perspective, on entrevoit la possibilité pour des Etats arabo-musulmans de développer au niveau nucléaire la capacité d'une *seconde frappe*. Ce qui revient à envisager que sous l'équilibre instable de la terreur qui s'installerait dans la région, pourrait s'affirmer une force conventionnelle arabe supérieure en nombre et en armements. D'où la

Eté 1996

volonté probable d'Israël de maintenir à tout prix son monopole de l'arsenal nucléaire, quitte à jouer si nécessaire, de préférence en accord avec les Etats-Unis, le rôle de "gendarme nucléaire de la région" ⁶. C'est aussi sous cet angle qu'il faut lire la guerre du Golfe.

Le tournant de la guerre du Golfe

La détermination israélienne de préserver son monopole nucléaire éclaire d'un jour nouveau la guerre du Golfe. Certes, celle-ci est liée à la volonté de maintenir le contrôle occidental sur le pétrole moyen-oriental, mais on peut avancer aussi que le désir des Etats-Unis, relayant celui d'Israël, d'annihiler le plus vite possible le programme irakien d'acquisition de l'arme atomique a également été un élément prépondérant. Le TNP auquel adhérait l'Irak, avait montré là ses limites et probablement sa perversion. La permissivité des contrôles de l'AIEA a en fait procuré de nombreuses années de tranquillité à l'Irak avec la complicité de plusieurs nations nucléaires dont la France et l'URSS.

Au lendemain de la guerre du Golfe, l'Algérie, l'Irak et l'Iran sont donc pour la région méditerranéenne au sens large, les Etats suspectés à divers titres de mener des activités liées à des projets nucléaires. Les activités nucléaires de l'Irak ont été militairement bloquées: après le bombardement israélien d'Osirak en 1981 et après les attaques américaines durant la guerre du Golfe. L'Irak constitue le seul cas où les activités contraires au TNP ont été l'objet d'actions militaires spécifiques. Les projets nucléaires de l'Irak sont aujourd'hui complètement sous contrôle grâce à un système étendu de vérifications et d'inspections, effectuées sous le mandat du Conseil de Sécurité des Nations Unies (Résolution 687).

C'est dans ce contexte qu'il faut situer les pressions américaines sur l'Iran considéré, aussi à l'instar de l'Irak, comme un Etat "délinquant", irresponsable, susceptible d'utiliser rapidement l'arme nucléaire.

Les dirigeants moyen-orientaux considèrent que les principales puissances, en acceptant le fait accompli de l'option nucléaire israélienne tout en contestant aux Etats musulmans le droit à des capacités similaires, ont adopté une *"approche très sélective de la non prolifération nucléaire"* ⁷.

Mais les bouleversements du scénario régional provoqués par la fin du système soviétique, contre lequel, en principe, était orienté le nucléaire israélien, la guerre du Golfe gagnée par l'allié américain qui a détruit le principal ennemi d'Israël — l'Irak, ne peuvent qu'amener une réévaluation du système de sécurité régionale et par conséquent une interrogation sur le rôle du nucléaire israélien qui risque bientôt de perdre l'essentiel de ces cibles précédentes — son "targeting" — (URSS, pays arabes voisins). Les Etats-Unis eux-mêmes, soucieux d'installer un nouvel ordre au Moyen-Orient, entendent bien s'appuyer sur les Etats arabes prêts à accepter une normalisation de leurs relations avec Israël si

on montre la volouté de régler la question palestinienne. Par voie de conséquence, les Etats-Unis ne peuvent ignorer que ce processus signifie reposer la question nucléaire israélienne. De fait, l'Administration républicaine américaine montre son intention de mettre sur la table des négociations l'arsenal nucléaire d'Israël en exerçant des pressions pour l'obliger à ratifier le TNP. Dès septembre 1991, à la conférence annuelle de l'AIEA à Vienne, le délégué américain offre un soutien tactique à la délégation égyptienne qui tente de faire adopter une résolution imposant à tous les Etats du Moyen-Orient l'adhésion au TNP.

En fait, il semble bien que le président Bush voulait à la fois rassurer les Arabes sur sa volonté de mettre en question le nucléaire israélien et faire de celui-ci, à l'avenir, un élément de marchandage à échanger contre les concessions arabes ou contre un accord de défense signé par les Etats-Unis. Il ne pouvait s'agir de freiner le développement nucléaire d'Israël mais de prendre date, soit pour 1995 au moment du débat sur la signature du TNP, soit pour un avenir plus éloigné si les Etats-Unis considèrent que les conditions d'un certain désarmement nucléaire dans la région sont alors souhaitables et réunies.

Pendant ce temps, bien que les contrôles aient quelque peu été renforcés pour les technologies liées au nucléaire et au chimique, la course aux armements a continué au Moyen-Orient après la guerre du Golfe, encouragée et alimentée par les ventes massives d'armes américaines. En l'absence de traités internationaux sur le contrôle des armements, les pays de la région qui disposent de fusées ou d'avions leur permettant d'étendre la menace nucléaire au-delà de cette région vers certains pays d'Europe et d'Asie, sont de plus en plus nombreux... D'autre part après les *Scuds* irakiens, Israël a repensé sa stratégie avec comme mot d'ordre: "*Forteresse Israël*". Il entend développer son système anti-missiles "*Arrow*" pour intercepter les missiles arabes. Désormais avec les missiles à longue portée, les frontières sûres ne peuvent plus exister.

Le refus israélien de signer le TNP

Tel était le climat qui a précédé la conférence d'avril 1995 à New-York... Déjà, dans les mois précédents, l'Egypte avait tout fait pour obtenir d'Israël un engagement à adhérer au TNP. Pour ce faire, elle a impliqué tous les Etats de la Ligue arabe, menaçant même son retrait du Traité si Israël ne signait pas... Ce fut un échec. L'Administration Clinton n'entendait faire aucune pression sérieuse sur Israël. En revanche, des pressions importantes furent exercées sur le gouvernement Moubarak accompagnées de menaces de révision à la baisse de l'aide américaine⁸.

Finalement, face à l'inquiétude exprimée par de nombreux pays du Tiers Monde et pas seulement par les Etats arabes, face aussi à la détermination du ministre égyptien des Affaires étrangères, Amr Moussa, une résolution spécifique sur le Moyen-Orient fut votée à New-York.

Tout en ne faisant pas explicitement mention d'Israël, le document relève l'existence au Moyen-Orient d'installations nucléaires non soumises à la supervision de l'AIEA, appelle les Etats non encore membres à rejoindre le TNP et se prononce pour que le Moyen-Orient devienne une zone exempte d'armements nucléaires et de destruction massive.

Cela dit, les Etats-Unis n'entendent pas pour le moment peser sur Israël pour signer le TNP et ceci pour deux raisons: d'abord parce qu'ils considèrent qu'Israël est un pays évolué, démocratique, capable de gérer son option nucléaire de façon responsable; d'autre part, parce qu'ils pensent que les concessions territoriales, d'ordre géostratégique —comme le Golan— demandées à Israël dans le cadre des négociations, ne lui permettent pas en même temps de remettre en cause sa dissuasion nucléaire. Cependant, les Etats-Unis ont demandé au gouvernement israélien une sorte de "déclaration d'intention" démontrant la volonté israélienne d'envisager à terme son adhésion au TNP. La déclaration israélienne promet une discussion sur ce thème... deux ans après l'établissement d'une paix générale dans la région.

Pour sa part, l'Egypte a demandé que les discussions portant sur une zone exempte d'armements de destruction massive soient entamées dès à présent dans le cadre des pourparlers multilatéraux de Moscou (Arms Control and Regional Security, ACRS) sur la maîtrise des armements et la sécurité au Moyen-Orient. Israël a refusé car, comme l'a déclaré Shimon Pérès, le "brouillard nucléaire" reste partie intégrante du concept israélien de sécurité nationale et pour le moment, la priorité est à la prise de mesures empêchant l'acquisition de l'arme atomique par l'Irak et l'Iran. De ce fait, Israël continue de penser qu'il existe toujours une "menace existentielle" de la part de certains pays de la région, ce qui rend nécessaire le maintien de sa capacité nucléaire.

En même temps, en focalisant exclusivement l'attention sur l'Iran, après l'Irak, l'Occident tend à minimiser la signification et les objectifs de développement de l'armement nucléaire israélien et à occulter le rapport de cause à effet entre la nucléarisation israélienne et les efforts arabomusulmans de rééquilibrer leur potentiel militaire à travers l'arme chimique et/ou nucléaire.

Une sérieuse mise en garde de l'Egypte

De ce point de vue, il ne faudrait pas sous-estimer la détermination de l'Egypte — c'est-à-dire de son pouvoir militaire — à remettre en question, à mesure que le processus de paix avance, le refus d'Israël de prendre en compte les perceptions d'insécurité de ses voisins. Dans la redéfinition géopolitique et géostratégique en cours au Moyen-Orient, l'Egypte n'entend pas rester l'éternel numéro deux dans une position d'humiliante soumission au chantage nucléaire israélien. D'où la fermeté très marquée du discours d'Amr Moussa, explicitement soutenu par le ministre égyptien de la Défense Tantawi, le 20 avril 1995 à la conférence de New-

York: "L'existence d'un programme nucléaire hors des garanties de l'AIEA sur nos frontières orientales nous confronte à une situation extrêmement dangereuse... La persistance d'ambiguïtés concernant le programme nucléaire israélien n'entraînerait que la prolifération des armes nucléaires et une course aux armements au Moyen-Orient. Le TNP apparaîtrait, en outre, comme ayant échoué, et les États de la région qui y ont adhéré considéreraient que cette accession ne les prémunit guère contre les dangers nucléaires. Est-il logique, politiquement défendable ou même responsable que les États du Moyen-Orient approuvent l'extension illimitée du TNP si un pays de la région bénéficie d'une exemption lui permettant d'entretenir un programme nucléaire hors des frontières de la légitimité internationale, menaçant ainsi la sécurité et la stabilité de la région?" Il poursuit: "Malgré tous nos efforts, Israël n'a toujours pas réagi favorablement à notre appel à se joindre au TNP. Israël n'a été d'accord ni pour démarrer des négociations sur des accords régionaux en matière d'armements de destruction massive, ni pour procéder à des vérifications mutuelles des installations nucléaires. Bien que les Israéliens aient réitéré systématiquement depuis les années 70, et jusqu'en 1990, que leur seule condition préalable était le début de négociations directes avec les parties arabes concernées, et bien que cette condition soit désormais remplie, Israël a refusé les offres qui lui ont été faites."

Finalement, en dépit des fortes pressions américaines, aucun pays arabe n'a participé à la présentation de la résolution appelant à la prorogation illimitée. C'est à partir de cette position que fut adoptée la résolution spécifique concernant le Moyen-Orient évoquée précédemment.

Le Moyen-Orient constitue, avec le pôle Inde-Pakistan, la zone la plus critique concernant l'avenir de la prolifération nucléaire. Israël se trouvera à l'avenir, face à un certain nombre de défis, surtout si on intègre l'hypothèse — malheureusement non invraisemblable — d'un arrêt du processus de paix dû par exemple à la défaite politico-électorale de la majorité travailliste actuelle (en mai 1996). Les menaces portent à la fois sur le renforcement des forces conventionnelles arabes (Égypte, Irak, Syrie...) et l'éventualité de la possession par des pays arabes et par l'Iran, d'armes non conventionnelles (chimiques et/ou nucléaires), sachant que certains sont déjà pourvus de missiles à longue portée. Au-delà d'un très instable équilibre — multipolaire — de la terreur qui pourrait se réaliser, la situation ainsi créée pourrait se révéler bientôt intenable pour Israël. L'opération Osirak pourrait devenir un impératif stratégique de la politique israélienne consistant de maintenir son monopole nucléaire dans la région. On imagine les risques de cette situation, on imagine aussi les possibles réticences américaines face à une telle éventualité.

Il apparaît évident que la garantie définitive contre la prolifération nucléaire au Moyen-Orient est à rechercher sur le plan politique, dans la solution des problèmes de la zone intéressée, ceux-là mêmes que devrait résoudre le processus de paix initié à Madrid en octobre 1991. Tandis que le processus politique doit poursuivre son cours, il est

Été 1996

également évident qu'il faut maintenir à un haut niveau le contrôle international sur les activités des pays potentiellement proliférants. De ce point de vue, un des problèmes les plus sérieux pour l'avenir de la non-prolifération nucléaire au Moyen-Orient est constitué par les effets de la fragmentation de l'URSS. Mais c'est une motivation supplémentaire pour souhaiter le renforcement du régime de non-prolifération actuel, c'est à dire des instruments de contrôle de l'AIEA.

Bernard Ravenel

Bibliographie:

- Secret d'État le mieux gardé mais aussi le mieux instrumentalisé de la politique israélienne, le fait nucléaire israélien se prête difficilement à une connaissance exacte et accessible. Celle-ci ne peut être qu'indirecte et parfois approximative. La bibliographie sur ce sujet est assez vaste, hétéroclite, le plus souvent en langue anglaise. Le plus commode:
- Amos Perlmutter, Michael Handcl et Uri Bar Joseph, *Two minutes over Bagdad*, Corgi Books, 1982 Londres. D'une lecture aisée, ce livre réalisé par les meilleurs spécialistes israéliens apporte beaucoup d'éléments non seulement sur le projet nucléaire irakien à cette époque, mais aussi sur la politique nucléaire d'Israël.
 - Beit Hallabmi Benjamin: "La pensée stratégique d'Israël" dans Samir Amin. *Les enjeux stratégiques en Méditerranée*, pp. 115/125, L'Harmattan Paris (1992).
 - Avner Coben et Benjamin Frankel: "Israel's nuclear ambiguity", *Bulletin of the Atomic Scientists*, Londres, 1988 (à partir des révélations de Vauuuu).
 - *La fabrication d'armes nucléaires par Israël*. Ce dossier réalisé par le G.R.I.P. de Bruxelles en décembre 1986 (rue Van Hoorde, 33. B1030 Bruxelles), contient une adaptation en français de l'article du *Sunday Times* rapportant les informations de Vauuuu mais aussi une bibliographie utile (20 pages).
 - Amou Kapeliouk: "Israël et le risque de prolifération des armes nucléaires au Proche-Orient", *Le Monde Diplomatique*, juillet 1981.
 - Hassan Biu Talal (Prince héritier du royaume hachémite de Jordanie) "Le danger nucléaire au Proche-Orient", *Le Monde Diplomatique*, novembre 1985.
 - Joseph Algazi: "L'arsenal israélien sort du hronillard", *Le Monde Diplomatique*, janvier 1991.
 - Zé'ev Schiff: "Le strip-tease nucléaire israélien n'est pas pour demain", *Ha'aretz* (Tel-Aviv), *Courrier International* N°59, 24 octobre 1991.
 - Joël Brinkley: "La bombe israélienne, ça n'existe pas, d'ailleurs, il y en a des centaines." *The New-York Times*, *Courrier International* N°59, 24 octobre 1991. A propos du livre de Seymour Hersh, *Le choix de Samson*, consacré à la façon dont le gouvernement israélien s'est constamment joué de la (fausse?) naïveté américaine concernant la taille et les objectifs de son arsenal atomique.
 - Zé'ev Schiff: "Rumeurs nucléaires? Israël doit garder la tête froide", *Ha'aretz* (Tel-Aviv) *Courrier International* N° 86, 25 juin 1992.
Enfin on trouvera dans *Politique étrangère*, la revue de l'IFRI, automne 1995, deux articles très circonstanciés sur le TNP, Israël et l'Égypte:
 - Shai Feldman: "L'extension du TNP et la maîtrise des armements nucléaires au Moyen-Orient" (Le point de vue israélo-américain) pp. 609/619.
 - Mahmoud Karem: "La conférence d'extension du TNP vue du Tiers-Monde", pp. 620/632. (Le point de vue égyptien).

Confluences

¹ Plusieurs dates-clés concernant la distillation d'informations indiscutables sur ce sujet pourraient être proposées:

— 1974: M. Ephraïm Katzir, chef de l'Etat et professeur de biochimie déclare qu'"Israël possède déjà un potentiel nucléaire." *Maariv*, 2 décembre 1974.

— 1976: On apprend par l'hebdomadaire américain *Time* que Moshe Dayan, ministre de la Défense, aurait proposé à Golda Meir, chef du gouvernement pendant la Guerre d'octobre 1973, de faire savoir à la Syrie et à l'Égypte qu'Israël n'hésiterait pas à utiliser l'arme nucléaire si son existence était menacée.

— 1980: Le député israélien Yuval Neeman, ex-ministre de la Science, physicien nucléaire, affirme qu'Israël est sur le seuil nucléaire — c'est-à-dire en état de produire des bombes nucléaires — depuis 21 ans.

— 1986: Le technicien nucléaire israélien Mordechaï Vanunu qui a travaillé 10 ans à Dimona, le centre israélien de recherche nucléaire, apporte au journal anglais *Sunday Times* des informations décisives sur l'état d'avancement du programme d'armement nucléaire israélien. Mordechaï Vanunu a alors été kidnappé à Rome par les services secrets de son pays et ramené de force en Israël. Il a été condamné à 18 ans de prison avec un régime d'isolement sévère.

Selon les plus récentes déclarations des autorités israéliennes — en particulier le ministre de la Justice David Libaï — il paraît acquis, en l'état actuel des choses, que Vanunu restera dans la prison de Bersheeva, en état d'isolement total pour les 18 années prévues.

En même temps on apprend, selon Yaël Cohen, professeur à l'université de Haïfa et auteur du livre *L'ambiguïté nucléaire, l'affaire Vanunu*, que Vanunu aurait inconsciemment fait le jeu des services secrets israéliens intéressés à faire connaître au monde et spécialement aux pays arabes, les potentialités nucléaires effectives de l'Etat hébreu. "Avant les révélations de Vanunu, on parlait de 20 à 25 bombes atomiques produites par Israël. Après, de 150 à 200 sur la base d'un technicien qui travaillait à Dimona. C'était précisément ce qu'Israël voulait faire connaître aux Arabes en garantissant la crédibilité de la source", a précisé le professeur Cohen.

— 1993: An cours du symposium tenu en mai au centre d'études statistiques de l'Université de Tel-Aviv, plusieurs interventions, celle de l'ancien commandant de l'armée de l'air Avron Bin Noun, et celle de l'ancien ministre Yuval Neeman ont été particulièrement explicites quant à la force nucléaire israélienne. On citera pour sa franchise toute militaire, la déclaration du général-député Ephraïm Sueh: "Le peu d'empressement qu'Israël montre pour dévoiler ses capacités militaires est lié à l'équilibre des forces entre Israël et le monde arabe. Nous sommes différents de ce monde. Nous sommes peu nombreux et très vulnérables. Nous équilibrons cette différence grâce à une supériorité militaire générale, dont une des composantes est la dissuasion nucléaire. C'est un enjeu vital auquel nous ne devons jamais renoncer. Nous ne devons permettre à aucun d'y regarder de trop près et ne jamais faire de concessions sur ce sujet lors des pourparlers de paix. Nos meilleurs amis doivent comprendre que nous ne sommes pas prêts à payer le prix de la paix avec cette monnaie."

² Rappelons que le TNP ouvert à la signature le 1er juillet 1970, interdit aux Etats nucléaires signataires de céder aux Etats qui ne disposent pas d'armes nucléaires, des armes nucléaires et des technologies ou des matériaux utiles à la construction de telles armes. En outre, le transfert de matériel et de technologies nucléaires à utiliser pour des buts "pacifiques", doit, selon le Traité, se faire sous le contrôle strict de l'Agence Internationale pour l'Energie Atomique (AIEA) dont le siège est à Vienne.

³ Sur pression du Président J. F. Kennedy, Israël a finalement accepté des visites d'inspection d'experts américains à Dimona. Mais le gouvernement israélien a toujours

refusé de placer le réacteur sous le contrôle de l'AIEA. En 1970, face aux restrictions apportées par Israël — on a même parlé de fausse salle de contrôle —, les visites furent suspendues. De même, si Israël a repoussé les offres américaines de technologie nucléaire pour produire de l'électricité, c'était pour ne pas se soumettre à la condition posée par les Américains de signer le TNP... D'autre part le ministre israélien de l'Energie, Yitzhak Modaï n'hésitait pas à déclarer en juillet 1980 que si l'Irak fabriquait une bombe atomique ce serait "ou bien pour un mal", car ainsi la preuve serait faite de l'inefficacité de l'AIEA...

⁴ C'est pour cela qu'en dépit d'une alliance stratégique avec les Etats-Unis, il n'y a jamais eu entre Israël et les Etats-Unis un traité en bonne et due forme. En effet, ce traité aurait nécessairement comporté des conditions américaines qui auraient limité la liberté d'action d'Israël.

⁵ Cité par Rou Ben Ichaï dans *Yedioth Ahavronot*, Tel-Aviv (dans *Courrier International*, 19 décembre 1991).

⁶ Expression déjà utilisée par un analyste israélien des questions stratégiques dans *Al Hamishmar*, Tel-Aviv, 21 juin 1981.

⁷ Shaï Feldman : "L'extension du TNP et la maîtrise des armements nucléaires au Moyen-Orient", *Politique étrangère* Automne 1995, p. 612.

⁸ Idem, p. 613.